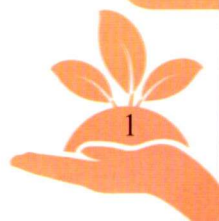


**Objectif stratégique 8 :
Rôle social de l'agriculture,
soutien public et son ciblage**

objectif Stratégique

(8)



L'intervention des pouvoirs publics sur les prix des produits et des intrants agricoles aboutit à des distorsions de ces derniers. L'ampleur de cette intervention est souvent mesurée par des indicateurs approximant les valeurs économiques des biens considérés à partir des prix frontières.

Les indicateurs les plus utilisés pour approcher le soutien public sont le Taux de Protection Nominale (TPN) et Effective (TPE). Ces indicateurs peuvent être calculés pour un secteur économique ou pour un produit donné.

D'autres indicateurs pertinents peuvent être pris en considération dans la mesure où le soutien public au secteur agricole nécessite d'être quantifié et référencié par rapport à la valeur ajoutée.

Indicateur 1 : Evaluation du soutien public au secteur agricole

a - Définition des avantages accordés au secteur agricole

Les avantages accordés au secteur agricole touchent notamment aux niveaux suivants :

- Les primes d'exploitation (prime de carburant, tarification préférentielle dans les PPI, subvention accordée à la collecte du lait bovin, encouragement de l'Etat en matière d'amélioration pastorale chez les privés...);
- Le manque à gagner de l'Etat suite à la collecte des céréales (situation où les prix domestiques sont plus élevés que les prix à l'importation);
- Les primes à l'investissement;
- Les avantages fiscaux.

b - Evolution de l'indicateur

L'étude d'évaluation et d'impact des mesures d'encouragement de l'Etat au secteur agricole, réalisée par le CNEA en 2010, a montré que les avantages directs (primes d'exploitation et primes à l'investissement) octroyés à l'agriculture et à la pêche enregistrent une tendance annuelle à la baisse (voir tableau suivant).

Tableau 49 : Les avantages directs accordés au secteur agricole entre 1983 et 2007 en MDT

Année	Primes d'exploitation	Primes investissement	Avantages directs	Ratio avantages directs / valeur ajoutée
1983	18	21	39	-
1984	19	26	45	-
1985	21	35	56	-
1986	22	30	52	-
1987	18	28	46	-
1988	16	36	52	-

Année	Primes d'exploitation	Primes investissement	Avantages directs	Ratio avantages directs / valeur ajoutée
1989	30	31	61	4,91%
1990	25	46	71	4,47%
1991	20	53	73	3,79%
1992	5	34	39	1,87%
1993	6	34	40	1,93%
1994	10	32	42	2,14%
1995	10	35	45	2,32%
1996	16	39	55	2,11%
1997	13	53	66	2,38%
1998	18	69	87	3,08%
1999	17	80	97	3,03%
2000	21	78	99	3,00%
2001	24	85	109	3,28%
2002	23	93	116	3,76%
2003	26	80	106	2,72%
2004	25	80	105	2,41%
2005	25	65	90	2,16%
2006	25	63	88	1,95%
2007	27	55	82	1,94%

Comparés à la valeur ajoutée, les avantages directs dont a bénéficié le secteur agricole représentent en moyenne 2%. Comparé aux autres secteurs de l'économie, ce ratio est plus élevé pour le secteur agricole : En 2006, il a été évalué à 1,2% pour l'industrie et 0,7% pour le tourisme.

Indicateur 2 : Protection nominale et effective du secteur agricole

a - Définition

La protection du secteur agricole peut être captée à travers les deux indicateurs TPN et TPE. Alors que le deuxième intègre l'ensemble de l'intervention des Pouvoirs Publics, au niveau des intrants et des produits, le premier ne porte que sur celle opérant au niveau des prix des produits. Ces taux sont exprimés en pourcentage des prix économiques.

En tant qu'un élément du système du suivi de la libéralisation de l'économie, le ministère du développement régional et de la planification a procédé au calcul de ces taux à travers l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives.

b - Evolution de l'indicateur

Au cours des années 2002 à 2011, la tendance vers la baisse est toujours observée au niveau de la protection nominale des produits domestiques aussi bien pour les importations provenant de l'union européenne que celles du reste du monde pour atteindre en 2011 respectivement 9,5% et 18%.

Cette baisse de la protection des produits domestiques est le résultat de deux mesures tarifaires entreprises conjointement :

- La première est relative à la baisse des tarifs de droits de douane commune perçus à l'importation notamment sur les produits agricoles et agroalimentaires.
- La deuxième est relative aux avantages fiscaux accordés aux secteurs d'activités dont essentiellement l'agriculture et pêche et l'agro-alimentaire.

Tel que constaté, les deux dernières décennies ont été marquées par des multiples efforts de libéralisation de l'économie dont le but essentiel est l'intégration dans l'économie mondiale. En parallèle, et dans le même cadre de la libéralisation des échanges, les années 2010 et 2011 ont été marquées par la prise plusieurs catégories de mesures : (i) Au niveau du tarif du droit commun, une réduction des droits de douane a été appliquée, (ii) Au niveau du tarif préférentiel, l'Etat a procédé à une consolidation de certains avantages fiscaux prenant la forme de suspension ou de réduction des droits et taxes à l'importation des matières premières et produits destinés à un certain nombre de secteurs, essentiellement l'agriculture et la pêche, les industries agroalimentaires et la santé publique.

Les tableaux suivants présentent les données publiées, durant la période 2002-2011, concernant le TPN calculé par rapport aux importations provenant de l'union européenne et de celles du reste du monde.

Tableau 50 : Protection nominale par secteur d'activité

Activités	1990	1995	1997	1999	2000	2001	2002
Agriculture et pêche	23	39	133	127	135	132	133
Industrie	35	37	42	37	41	38	40
Industrie manufacturière	35	43	48	43	42	44	48
IAA	33	46	88	84	87	70	68
MCCV	31	41	36	33	35	32	40
IME	36	32	30	26	28	29	35
Chimie	33	25	27	23	27	22	29
THC	37	62	48	39	42	49	53
Industrie diverse	36	45	35	30	31	30	41
Industrie non manufacturière	18	11	14	12	13	13	11
Ensemble hors hydrocarbures	29	37	54	50	51	52	54
Ensemble (hors hydrocarbures, Agriculture, pêches et IAA)	30	34	30	26	27	25	28

Hors hydrocarbures (pétrole brut, produits pétroliers, gaz)

Source : le ministère de développement économique

Tableau 50 : Evolution de la protection nominale de la production domestique par activité 2002-2011 (Union Européenne)

Activité	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	PREV 2011
Agriculture et pêche	94,7%	86,2%	78,1%	70,2%	69,2%	53,5%	45,6%	32,8%	30,1%	29,9%
Industrie	23,6%	20,2%	16,4%	15,5%	13,5%	9,6%	6,5%	5,4%	5,1%	5,0%
Industrie Manufacturière	29,8%	25,2%	20,9%	19,1%	16,6%	11,6%	7,9%	6,5%	6,3%	6,0%
Industrie Manuf (sans IAA)	22,0%	17,9%	14,5%	11,9%	9,1%	5,4%	3,3%	3,1%	3,0%	2,8%
IAA	59,3%	52,3%	48,6%	49,6%	49,1%	37,0%	29,6%	21,5%	20,3%	20,2%
MCCV	22,3%	18,6%	13,3%	11,7%	8,6%	3,6%	1,4%	1,3%	1,2%	1,2%
IME	17,5%	14,4%	10,6%	9,7%	7,3%	4,1%	2,3%	2,2%	2,1%	2,0%
Chimie	16,3%	12,4%	10,2%	9,8%	8,1%	5,5%	4,1%	3,9%	3,8%	3,4%
THC	26,4%	22,4%	18,8%	14,8%	11,2%	6,8%	3,8%	3,5%	3,5%	3,0%
Industries diverses	19,0%	14,3%	10,3%	9,0%	7,1%	5,2%	4,8%	4,5%	4,4%	4,4%
Ind. non manf.	2,9%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	0,9%	0,8%	0,6%	0,6%
Ensemble	32,7%	28,6%	25,4%	23,1%	21,5%	16,4%	13,1%	10,3%	9,7%	9,5%
Ensemble (hors Agri & pêche & IAA)	14,4%	11,8%	9,4%	8,1%	6,3%	3,9%	2,4%	2,2%	1,0%	1,0%

Tableau 51 : Evolution de la protection nominale de la production domestique par activité 2002-2011 (Reste du monde)

Activité	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	PREV 2011
Agriculture et pêche	95,0%	86,4%	78,2%	70,5%	69,6%	53,7%	45,9%	33,0%	30,2%	30,0%
Industrie	34,8%	30,8%	30,0%	29,8%	29,5%	26,0%	22,9%	19,5%	18,5%	16,5%
Industrie Manufacturière	43,0%	40,0%	38,5%	38,7%	38,4%	33,8%	30,3%	25,5%	24,4%	21,5%
Industrie Manuf (sans IAA)	35,9%	34,5%	33,4%	33,5%	33,1%	31,6%	29,6%	26,4%	25,4%	21,6%
IAA	63,6%	55,4%	53,6%	53,1%	52,7%	39,6%	32,1%	23,0%	21,5%	21,5%
MCCV	39,6%	38,8%	37,9%	37,6%	37,2%	29,9%	21,3%	19,8%	17,7%	15,1%
IME	28,2%	27,8%	26,3%	26,4%	26,0%	25,6%	24,7%	23,0%	22,0%	19,4%
Chimie	27,3%	24,7%	24,1%	24,1%	23,4%	22,6%	20,5%	18,7%	18,0%	15,8%
THC	40,3%	39,0%	38,7%	37,9%	37,8%	37,6%	37,4%	32,3%	31,4%	25,8%
Industries diverses	31,2%	29,3%	28,8%	28,7%	27,7%	27,7%	25,9%	23,6%	23,6%	22,0%
Ind. non manf.	8,9%	2,8%	2,8%	2,8%	2,7%	2,7%	2,3%	2,1%	1,5%	1,4%
Ensemble	41,4%	37,3%	35,4%	34,4%	34,0%	29,0%	25,6%	20,6%	19,4%	18,0%
Ensemble (hors Agri & pêche & IAA)	23,2%	20,6%	20,6%	20,1%	19,9%	18,8%	17,2%	15,5%	14,8%	12,8%

D'après ces informations, les diminutions les plus significatives du TPN concernent particulièrement le secteur agricole. En 2011, le TPN du secteur agricole est de l'ordre de 30% contre 135% enregistré en l'an 2000. Parallèlement à ce constat où l'agriculture

connaît une plus grande libéralisation des échanges, elle reste le secteur économique le plus protégé (TPN le plus élevé).

Indicateur 3 : Le taux de protection effective

a - Définition de l'indicateur

Le calcul de la protection effective tient compte simultanément de la protection nominale accordée au produit considéré et de la protection nominale accordée aux intrants intermédiaires.

b - Evolution de l'indicateur

Les tableaux suivants présentent les évolutions publiées concernant le TPE.

Tableau 52 : Taux de protection effective par secteur d'activité

Activités	1990	1995	1997	1999	2000	2001	2002
Agriculture et pêche	24	45	167	174	124	132	119
Industrie	80	69	62	58	63	72	81
Industrie manufacturière	84	114	92	90	98	87	69
IAA	100	115	51	50	49	51	48
MCCV	82	85	154	120	115	98	86
IME	101	169	126	100	99	89	76
Chimie	78	65	136	106	78	84	73
THC	73	132	69	91	69	87	75
Industrie diverse	80	102	196	140	102	94	92
Industrie non manufacturière	28	12	22	17	15	24	12
Ensemble hors hydrocarbures	44	56	88	88	56	42	48
Ensemble (hors hydrocarbures, Agriculture, pêches et IAA)	54	57	50	49	50	51	49

Hors hydrocarbures (pétrole brut, produits pétroliers, gaz)

Source : le ministère de développement économique

Tableau 53 : Evolution de la protection effective de la production domestique par activité 2002-2011 (Union Européenne)

Activité	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	PREV 2011
Agriculture et pêche	117,1%	107,0%	95,4%	84,4%	83,3%	64,6%	54,3%	37,7%	35,0%	35,0%
Industrie	35,7%	29,4%	22,9%	22,0%	17,3%	8,9%	8,4%	7,3%	6,7%	6,5%
Industrie Manufacturière	57,6%	46,9%	36,0%	33,8%	25,7%	12,3%	12,0%	10,3%	9,7%	9,3%
Industrie Manuf (sans IAA)	58,0%	45,6%	29,7%	26,0%	17,3%	7,5%	5,9%	5,7%	5,6%	5,2%
IAA	56,0%	51,4%	70,1%	76,2%	74,6%	36,7%	48,6%	35,7%	31,7%	31,5%
MCCV	69,7%	52,9%	33,1%	27,4%	17,5%	6,4%	3,0%	2,9%	2,7%	2,6%
IME	69,4%	65,9%	29,2%	33,9%	21,2%	11,0%	7,3%	6,9%	6,7%	6,1%
Chimie	55,2%	37,4%	28,0%	26,4%	19,7%	12,9%	12,5%	12,0%	11,8%	10,3%
THC	59,1%	46,1%	34,6%	27,7%	18,6%	5,8%	3,4%	3,2%	3,2%	2,8%
Industries diverses	41,2%	28,0%	18,1%	14,9%	10,1%	6,6%	10,1%	10,3%	10,1%	10,1%
Ind. non manf.	3,5%	1,4%	1,5%	1,6%	1,7%	1,7%	1,1%	0,9%	0,6%	0,6%
Ensemble	49,0%	43,1%	37,3%	34,3%	31,0%	22,2%	19,9%	15,2%	14,2%	14,0%
Ensemble (hors Agri & pêche & IAA)	21,0%	16,7%	10,7%	9,7%	6,0%	2,2%	1,5%	1,6%	1,4%	1,2%

Tableau 54 : Evolution de la protection effective de la production domestique par activité 2002-2011 (Reste du monde)

Activité	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	PREV 2011
Agriculture et pêche	114,5%	105,1%	93,6%	83,1%	82,1%	63,8%	54,0%	37,2%	34,6%	34,5%
Industrie	55,4%	47,0%	48,9%	48,0%	47,7%	44,0%	46,4%	38,8%	36,4%	31,2%
Industrie Manufacturière	90,8%	84,9%	88,4%	87,3%	86,5%	79,0%	88,4%	70,6%	65,7%	54,1%
Industrie Manuf (sans IAA)	99,8%	98,0%	98,9%	95,3%	93,6%	95,8%	102,7%	84,2%	79,0%	62,2%
IAA	66,0%	51,4%	59,4%	64,7%	66,2%	37,2%	49,6%	33,9%	30,1%	30,2%
MCCV	181,9%	179,4%	170,3%	167,3%	163,9%	105,2%	83,9%	75,5%	64,0%	51,4%
IME	104,1%	103,5%	130,8%	96,1%	92,9%	90,7%	132,9%	116,3%	107,8%	87,4%
Chimie	100,8%	86,6%	82,8%	82,8%	78,6%	73,6%	106,2%	92,4%	87,0%	71,0%
THC	88,0%	90,5%	89,5%	90,6%	91,4%	115,5%	123,7%	91,3%	87,0%	63,6%
Industries diverses	79,6%	73,8%	71,8%	71,6%	67,4%	67,6%	60,2%	55,4%	55,4%	50,7%
Ind. non manf.	10,5%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,8%	1,2%	1,0%	0,8%	1,0%
Ensemble	59,7%	53,2%	51,7%	48,8%	48,4%	42,3%	40,6%	31,5%	29,5%	27,0%
Ensemble (hors Agri & pêche & IAA)	33,7%	29,3%	30,3%	29,0%	28,7%	30,2%	30,8%	27,1%	25,8%	21,5%

Le TPE du secteur agricole est passé en moyenne de 115% en 2002 à 35% en 2011. Cette diminution de la protection de la valeur ajoutée dont la tendance est similaire à celle observée pour la protection nominale, montre que les réductions tarifaires ont touché aussi bien les produits que les intrants.

D'après ces résultats, les constats les plus significatifs sont les suivants : (i) la libéralisation des échanges concerne beaucoup plus les transactions réalisées avec l'UE que celle avec le reste du monde : les TPE de la production domestiques des activités non agricoles vis-à-vis du reste du monde sont nettement plus élevés que ceux calculés vis-à-vis de l'UE, et (ii) Le niveau de protection du secteur agricole, significativement plus élevé que les autres secteurs de l'économie, reste similaire aussi bien vis-à-vis de l'UE que du reste du monde.

Indicateur 4 : Protection nominale de certains produits agricoles

a - Définition de l'indicateur

Trois types de produits agricoles ont été pris en considération pour examiner l'évolution de la protection nominale. Il s'agit particulièrement :

(i) Les céréales où la Tunisie est structurellement un importateur net et où la notion de sécurité alimentaire s'affiche en tant qu'objectif stratégique appuyant la production domestique : Blé dur, blé tendre et orge ;

(ii) Les produits de l'élevage bovin et de certaines cultures maraichères sujettes à des transactions avec le marché international : Viande bovine, lait bovin, pomme de terre et conserves de tomate ; et

- Les produits agricoles d'exportation où la Tunisie possède une image de marque à préserver : Oranges et huile d'olives.

b - Evolution et tendances

Compte tenu des informations disponibles et publiées par le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Planification et de la Coopération Internationale, cette étude s'est limitée à analyser l'indicateur taux de protection nominale (TPN) des produits ci-dessus mentionnés. A ce sujet, les indicateurs « taux de protection effective » et « équivalent soutien au producteur » n'ont pas été calculés en liaison avec l'importante masse de données non disponible et pour laquelle les services techniques du Ministère de l'agriculture doivent être mobilisés.

Les tableaux suivants présentent les taux de protection nominale des produits agricoles retenus.

Tableau 55 : Evolution du taux de protection nominale de certains produits agricoles

Année	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Blé dur	-11%	-21%	63%	70%	52%	23%	49%	84%	84%	57%
Blé tendre	17%	25%	74%	113%	61%	16%	58%	143%	86%	80%
Orge	-7%	31%	69%	100%	35%	5%	15%	3%	4%	52%
Viande bovine	46%	54%	79%	62%	48%	62%	62%	-	86%	-
Lait	103%	74%	58%	58%	46%	5%	60%	54%	30%	83%
Pommes de terre	34%	88%	-7%	86%	28%	35%	25%	0%	47%	100%
Conserves de tomate	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile d'olives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oranges	-3%	-20%	-36%	-31%	-15%	-24%	-4%	-23%	-15%	-37%

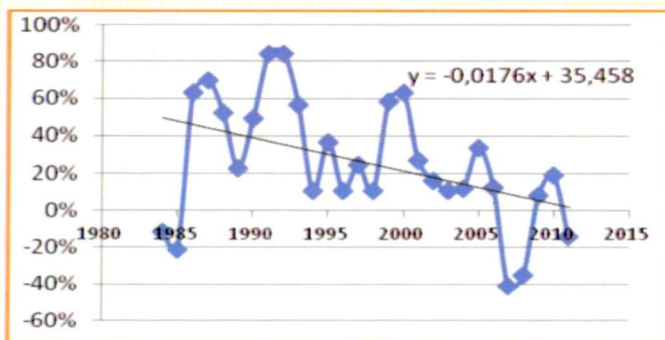
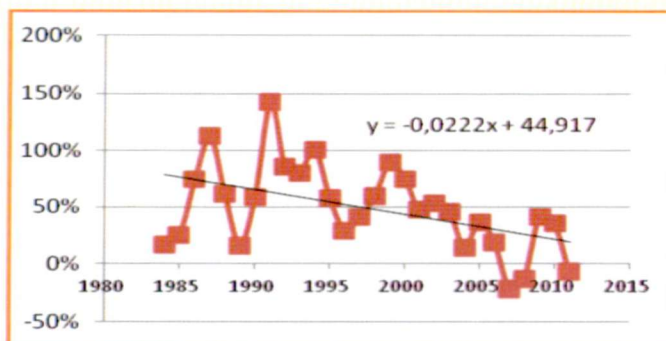
Tableau 55 suite : Evolution du taux de protection nominale de certains produits agricoles (suite)

Année	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Blé dur	11%	37%	11%	24%	11%	58%	63%	27%	16%
Blé tendre	101%	58%	29%	40%	59%	89%	74%	47%	53%
Orge	81%	83%	29%	8%	72%	72%	16%	2%	13%
Viande bovine	-	-	-	17%	-	-	-	-	-
Lait	87%	14%	33%	83%	27%	42%	25%	10%	111%
Pommes de terre	16%	64%	53%	67%	36%	16%	57%	-3%	-15%
Conserves de tomate	-	-	-	-	-	18%	27%	-75%	-
Huile d'olives	-	-	-	-	-	-21%	-8%	-4%	4%
Oranges	6%	3%	5%	30%	22%	29%	-6%	-18%	5%

Tableau 55 suite: Evolution du taux de protection nominale de certains produits agricoles (suite)

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Blé dur	11%	12%	34%	13%	-41%	-35%	8%	19%	-14%
Blé tendre	45%	14%	36%	18%	-22%	-14%	41%	35%	-7%
Orge	16%	9%	-10%	-17%	-41%	-20%	37%	13%	-19%
Viande bovine	-	-	-	-	32%	-30%	-19%	-8%	-1%
Lait	108%	81%	4%	17%	8%	24%	32%	22%	13%
Pommes de terre	16%	-25%	-4%	-32%	-16%	-	-3%	-	-
Conserves de tomate	-	-7%	-	113%	22%	-	-	75%	42%
Huile d'olives	-8%	-15%	-12%	2%	13%	10%	10%	12%	13%
Oranges	-4%	-13%	-22%	-22%	-12%	-30%	-22%	-13%	-21%

D'après ces calculs, une tendance générale à la baisse de la protection nominale des produits agricoles est constatée à l'exception de l'huile d'olive où le prix domestique, durant ces dernières années, dépasse celui sur le marché international. Les courbes de tendance se présentent comme suit.


Figure 16 : Evolution du TPN du blé dur

Figure 17 : Evolution du TPN du blé tendre

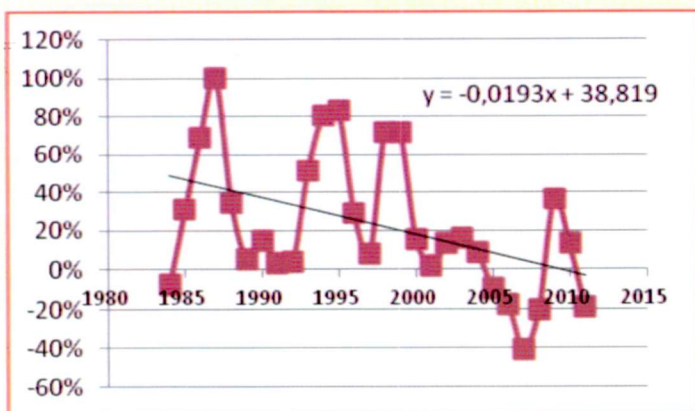



Figure 18 : Evolution du TPN de l'orge

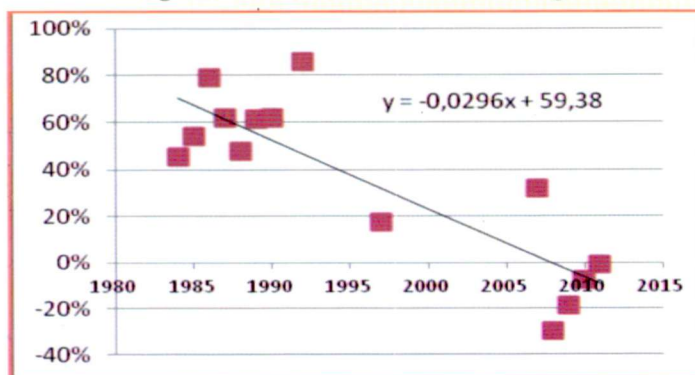


Figure 19 : Evolution du TPN de la viande bovine

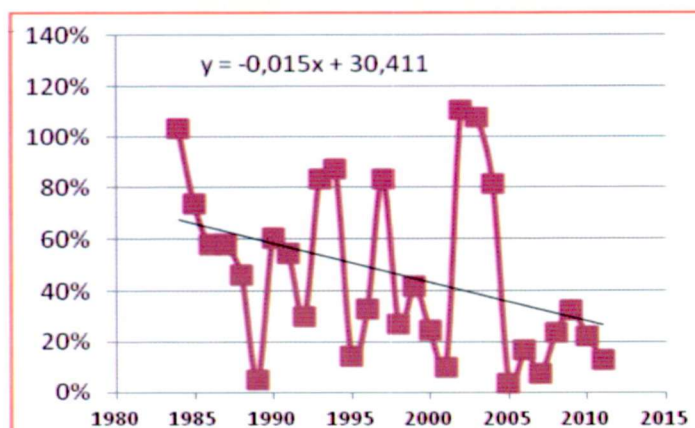


Figure 20 : Evolution du TPN du lait

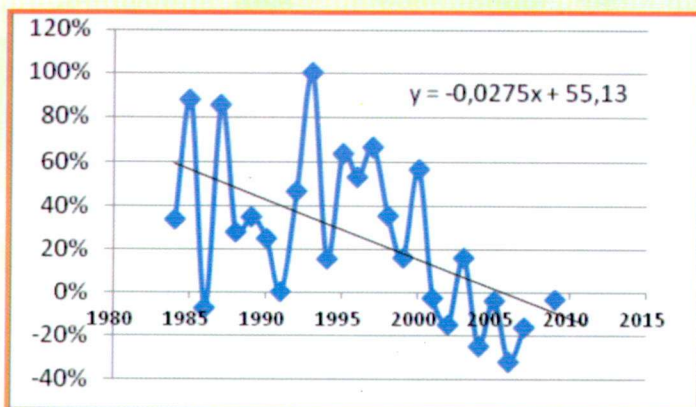


Figure 21 : Evolution du TPN de la pomme de terre

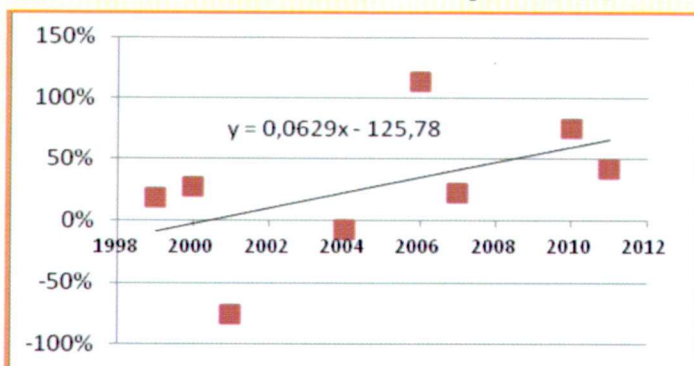


Figure 22 : Evolution du TPN de la conserve de tomate

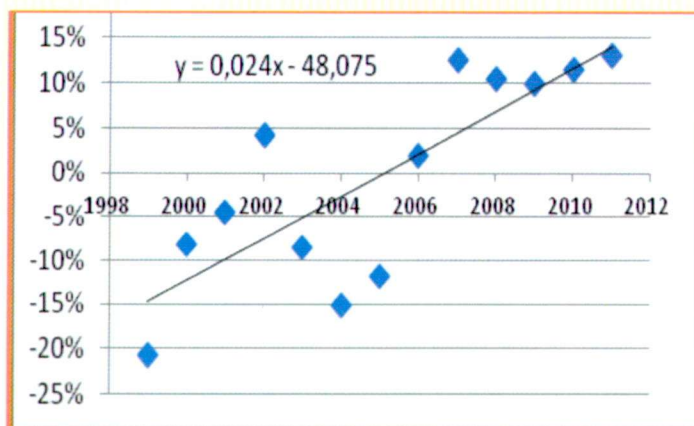


Figure 23 : Evolution du TPN de l'huile d'olives



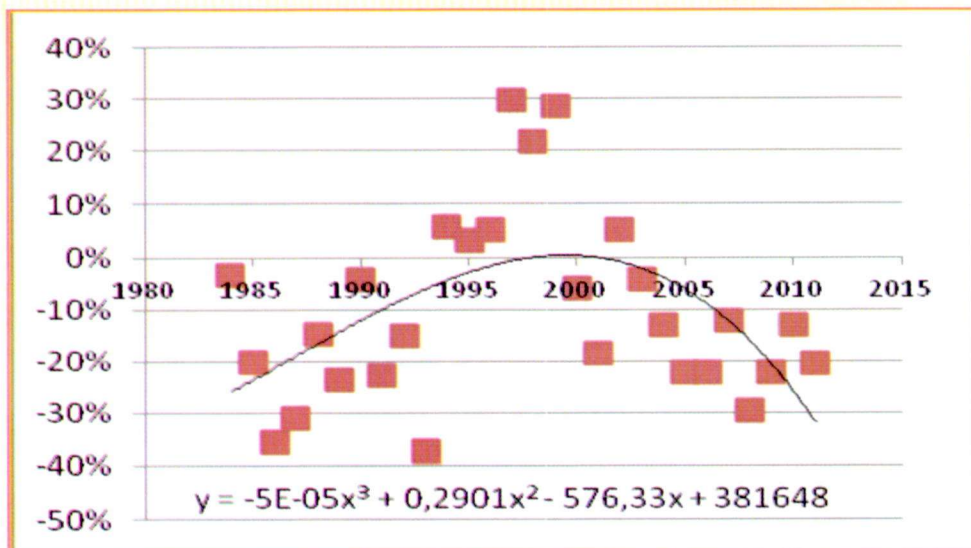


Figure 24 : Evolution du TPN des oranges

Références

Carmel Cahill et Wilfrid Legg, ÉVALUATION DE L'AIDE A L'AGRICULTURE AU MOYEN ET A LA CONSOMMATION : THÉORIE ET PRATIQUE DES ÉQUIVALENTS SUBVENTION A LA PRODUCTION

OCDE (2003), « Incidences et efficience de transfert en termes de revenu des mesures de soutien à l'agriculture », dans OCDE, Le revenu des ménages agricoles : Problèmes et réponses, Éditions